

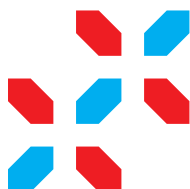


REPORTAGE

DÉVELOPPEMENT RURAL ET INSERTION DES JEUNES AU NIGER

LES NOUVEAUX VISAGES DE L'ACTIVITÉ AGRICOLE

LUXEMBOURG
AID & DEVELOPMENT



Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage

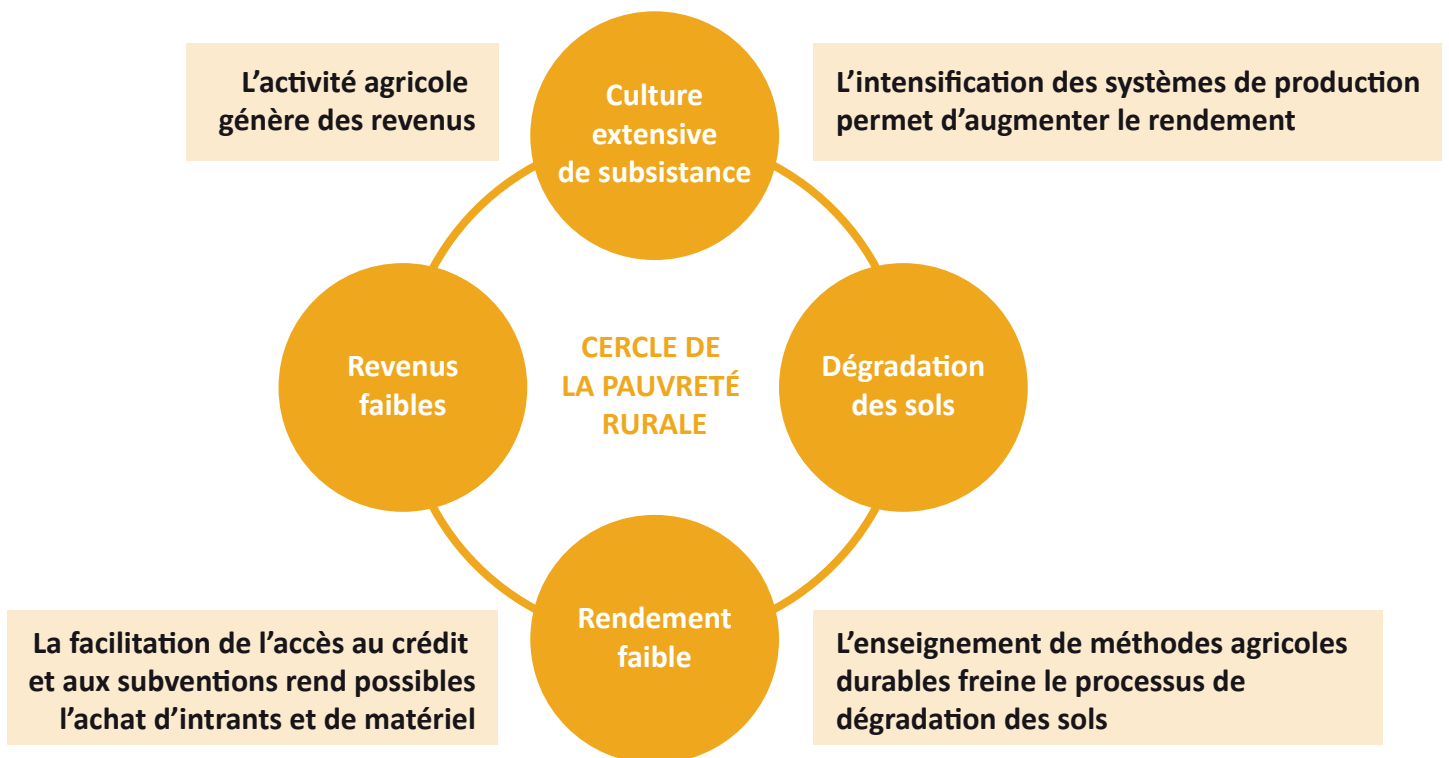
La région de Dosso est située dans l'extrême sud-ouest du pays. Elle couvre 2,4 % du territoire national pour une population estimée de 2 037 800 habitants qui vivent principalement de l'agriculture et de l'élevage. La production agricole se pratique sur de petites exploitations familiales cultivées pour l'essentiel en sec et selon des méthodes culturales traditionnelles.

La faible croissance des productions, comparativement à la croissance démographique forte, incite les paysans à recourir à des méthodes de culture qui compromettent leur possibilité de développement. Les cultures extensives, la réduction des jachères et l'utilisation des variétés en dégénérescence ont en effet pour consé-

quences une baisse des rendements, une détérioration du potentiel productif et une accentuation des problèmes fonciers.

Dans ce contexte de précarité structurelle, et en cohérence avec les objectifs stratégiques définis dans le plan d'action 2016-2020 de l'Initiative 3N¹, la Coopération luxembourgeoise met en œuvre un dispositif intégré de formation des jeunes, de conseil agricole et d'installation à travers le crédit. Ces interventions réalisées avec l'implication des partenaires publics et privés ciblent simultanément plusieurs dimensions du cercle de la pauvreté rurale (Voir illustration ci-dessous).

1 Plan d'actions 2016-2020 de l'Initiative 3N, Objectifs stratégiques liés au développement des filières et chaînes de valeur agricoles : Accroître le niveau de production des cultures pluviales et irriguées. Assurer l'accompagnement et l'appui conseil aux filières agricoles.



Dans la commune de Loga, les jeunes formés lors du démarrage du programme attendent maintenant leur première récolte post-formation.

La dépendance de l'agriculture pluviale aux aléas climatiques expose cette partie de la région à une forte vulnérabilité alimentaire. Les années de faibles productions débouchent souvent sur des crises alimentaires et sur l'exode des jeunes qui partent à la recherche de revenus complémentaires dans les pays voisins.

C'était le cas pour Djibo, 28 ans, avant qu'il ne bénéficie de la formation et de l'appui du programme en 2017. Il possède 1,5 hectares de terrain reçu en héritage et sur

lequel il cultivait le niébé de façon traditionnelle. Les rendements étant insuffisants pour lui assurer de quoi vivre toute l'année, il partait en Côte d'Ivoire dès sa faible récolte sécurisée, pour y exercer de petites activités commerciales, et ne revenait qu'au début de la saison des pluies. Lorsque les animateurs de la Chambre régionale d'agriculture sont venus faire la promotion du programme dans son village, il n'a pas hésité à se porter volontaire. Dans son entourage, certains n'ont pas caché leur scepticisme. Apprendre à cultiver la terre ? Qu'allait-on lui enseigner qu'il ne savait pas déjà ? Dans cette région, l'agriculture est l'activité principale des habitants depuis toujours.

▼ *Djibo Seyni, jeune formé et installé à Garbey Gorou, Commune Urbaine de Loga*



Mais à l'approche de sa première récolte, et au vu de l'augmentation évidente des rendements à venir, les remarques se sont tues, cédant la place à la curiosité. Djibo accepte de bonne grâce de faire visiter son champ aux parents et aux amis voulant en apprendre plus sur ce petit « miracle ».

Non sans fierté, il explique patiemment ce qui a permis de faire la différence : Labourer la terre et délimiter des parcelles en tenant compte de la pente du terrain, choisir des semences adaptées, enrichir la terre grâce à du compost, préparer et appliquer des bio-pesticides pour protéger les plantes, autant de techniques acquises qui augmentent la densité des cultures. Grâce à l'application de notions de gestion durable des eaux et des sols, comme la régénération naturelle assistée, il espère préserver la fertilité de sa terre.

Ces apprentissages sont nécessaires, mais ne suffisent pas à intensifier sensiblement la production. C'est l'appui reçu pour monter un dossier de crédit auprès de la Banque agricole du Niger qui lui a permis de s'équiper d'une paire de bœufs de

trait et d'une charrette, ainsi que de petit matériel aratoire. L'amélioration de sa productivité conjuguée aux conseils reçus sur le stockage et la vente des produits au moment opportun lui permettent d'envisager un avenir différent. Pour la première fois, il perçoit son travail agricole comme une activité génératrice de revenus, et non plus comme une activité par défaut.

Face au succès de la première campagne à laquelle Djibo a pris part, l'union des groupements et coopératives Lakal Kanay, prestataire dans le domaine de la formation et de l'appui conseil, a pris des initiatives pour améliorer l'expérience d'apprentissage de la deuxième cohorte. L'Union a milité pour que chaque jeune inscrit au programme dispose d'une parcelle de terrain d'au moins 0,25 ha qu'il sera libre d'exploiter de manière continue pendant au moins cinq ans. L'attestation foncière ainsi acquise facilite l'accès au crédit tandis que le terrain permet de mettre en pratique les techniques apprises dès la période de formation.



Démonstration de l'efficacité des méthodes apprises (à gauche) par rapport à la pratique locale (à droite)



Cette initiative a bousculé les habitudes. En effet, dans cette partie de la région, les femmes n'ont jamais accès à la terre. Le droit coutumier les prive de tout héritage immobilier. Il a donc fallu convaincre des maris, des pères parfois, de prêter un champ à leur femme ou à leur fille. Pour faciliter les démarches de sensibilisation, le programme a mis en place un système de démonstration dans le champ école qui sert de salle de classe à ciel ouvert.

Une partie du champ est cultivée selon les méthodes enseignées, c'est en quelque sorte le champ expérimental. L'autre partie est cultivée de façon traditionnelle,

c'est le champ témoin. La différence entre ces deux parties du terrain est si frappante qu'elle suffit à emporter l'adhésion de la plupart des villageois.

C'est ainsi que Mariama a pu convaincre son mari de la laisser participer, sans trop de difficultés. Elle a 29 ans et compte sur de nouveaux bénéfices pour améliorer le quotidien de ses quatre enfants. Et pourquoi pas, leur permettre de continuer l'école, elle qui n'a jamais pu y aller. « Aujourd'hui, c'est mon mari qui veut reproduire ce que j'ai appris sur l'ensemble de nos terres » raconte-t-elle, non sans une certaine malice.

▼ *Mariama Saley et Kadi Moussa, en formation à Deytagui Beeri, Commune Urbaine de Loga*



Dans la commune, un groupe de jeunes a tenu à rencontrer les autorités traditionnelles pour demander à ce qu'un centre de formation soit ouvert près de leur village lors de la prochaine saison culturale. Une liste d'attente informelle s'est créée, révélant le caractère multiplicateur du programme.

Une banque de données a été mise en place au niveau de la Chambre régionale

d'agriculture qui permet d'assurer un suivi du parcours des jeunes qui ont été appuyés. Le programme prévoit de vérifier les conditions d'installation des bénéficiaires, notamment afin de quantifier les effets et impacts des interventions.

Pendant ce temps, à Loga, l'optimisme des jeunes qui ont eu accès au programme semble se propager.

LE PROGRAMME EN CHIFFRES

La Coopération luxembourgeoise fournit au Conseil régional de Dosso l'appui technique et financier nécessaire à la mise en œuvre du programme NIG/025. Ce programme gère également des fonds de la Coopération suisse dans le cadre du crédit agricole.

Le programme accueille des jeunes de 18 à 35 ans et sélectionne autant de femmes que d'hommes. L'objectif est de former 10 000 jeunes dont au moins 1000 qui doivent bénéficier d'une installation réussie à travers le crédit agricole.



Depuis le démarrage du programme, 6 176 jeunes ont été formés et 1 530 sont en formation de saison hivernale 2018, soit un total de 7 706 jeunes dont 53 % de femmes

Les formations ont lieu deux fois par an, selon les saisons culturales : en saison des pluies (juin à septembre) et en saison sèche (octobre à février). Elles ont démarré en saison des pluies 2017.



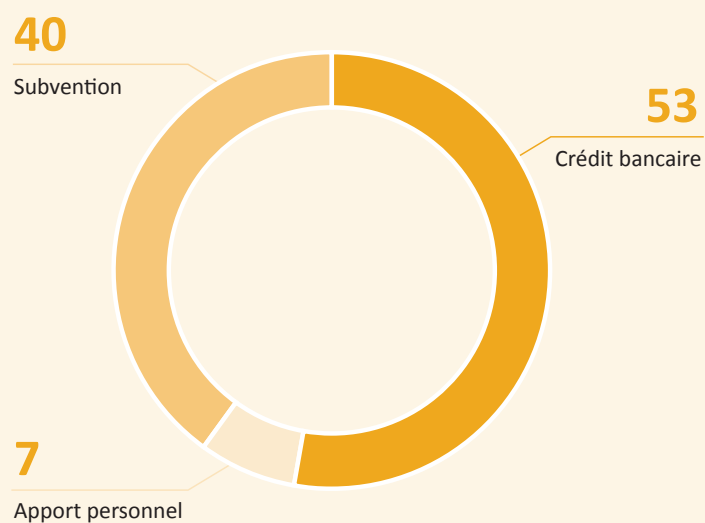
100 centres de formation par saison, gérés par une trentaine d'opérateurs, dont 2/3 sont des organisations de producteurs et 1/3 des ONG

L'appui-conseil sur la production concerne l'application des thèmes enseignés pendant la formation et dure un minimum de trois mois avec au moins une visite par semaine dans l'exploitation du jeune. L'élaboration d'un dossier de demande de crédit fait partie de l'activité et inclue une étude technique du projet au profit de la BAGRI.



1 383 jeunes appuyés financièrement

Le programme finance la subvention adossée au crédit agricole selon les directives du Fonds d'investissement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FISAN) soit 40 % du montant requis. 53 à 55 % du financement prend la forme d'un crédit assuré par la BAGRI et l'apport du jeune constitue les 5 à 7 % restants.



Jeunes exploitants formés à Matankari



Contribution de



Mis en œuvre par

Bd Mali béroRue IB-67 Issa Beri
B.P. 13254 Niamey - Niger

www.luxdev.lu | facebook.com/luxdevHQ

Décembre 2018



**Directorate for Development Cooperation
and Humanitarian Affairs**

6, rue de la Congrégation
L-1352 Luxembourg
T (+352) 246-82351

www.cooperation.gouvernement.lu

 facebook.com/MAEE.Luxembourg

 [Twitter.com/mfa_lu](https://twitter.com/mfa_lu)